

Pour des politiques et une régulation adaptées au financement agricole et rural

Reynaldo Marconi, gerencia@finrural-bo.org

POURQUOI DES POLITIQUES SPÉCIFIQUES sont-elles nécessaires pour les finances rurales agricoles ? La question se pose en Amérique latine comme partout ailleurs dans les pays en développement. L'auteur tente d'y répondre, et, plus avant, essaie de dire « comment », à la lumière de l'expérience bolivienne.

► Reynaldo Marconi est responsable de Finrural, association bolivienne d'institutions de microfinance rurale. Il a été président du Forum latino-américain de finances rurales (Forolac FR) de 2002 à octobre 2007. Plus d'information sur Finrural : www.finrural-bo.org et Forolac-FR : www.forolacfr.org

► Cet article a été traduit par la rédaction. La version originale en espagnol est publiée sur le site : www.inter-reseaux.org

DANS LES PAYS en développement, quatre raisons au moins expliquent le besoin de politiques propres et adaptées aux finances rurales et agricoles¹. La première est que ces politiques accordent un traitement privilégié à un secteur économique stratégique — pour son importance sur la sécurité alimentaire et son incidence sur l'emploi. La seconde est qu'elles constituent un facteur d'inclusion et de traitement privilégié des agents économiques ruraux et en particulier les petits producteurs agricoles, qui ont souvent été exclus des priorités des politiques publiques. La troisième est que dans ces deux domaines, les acteurs ciblés par les politiques vivent dans des conditions d'extrême pauvreté. Leur situation est à l'origine de politiques proactives de lutte contre ce fléau des pays en développement. La quatrième raison est qu'une bonne articulation des politiques agricoles et rurales est facteur de promotion du développement local qui est, en définitive, la meilleure façon de générer le bien-être économique et social.

Quels sont les processus et les instruments de politiques ? Si l'on se réfère à l'expérience de Finrural et du Comité d'intégration des organisations économiques paysannes (*Coordinadora de Integración de Organizaciones Económicas Campesinas, CIOEC*), on peut affirmer que le processus le plus approprié, pratique et utile — qui identifie, promeut, propose et va jusqu'à négocier des politiques favorables au secteur agricole et rural

1. Il importe de faire la distinction entre finances « rurales » et finances « agricoles ». Quand la dimension « rurale » est liée à la région et à l'espace, les finances « agricoles » sont exclusivement sectorielles. Évidemment, étant donné cette différenciation, il existe aussi des politiques de différentes natures. Mais des points communs existent.

et donc favorables aux finances rurales — est une politique d'alliances stratégiques entre le secteur financier et le secteur rural.

Pour de telles alliances, il a fallu que les leaders se rencontrent et fassent preuve d'énergie et de volontarisme. À la base de cette initiative, Finrural et Cioec ont écrit un document intitulé « *Construire des alliances pour le développement de services financiers ruraux* », publié en 2005. Cette publication² importante a fait des propositions dont certaines ont été à l'origine de politiques, d'institutions et d'instruments visant à la mise en place d'un sain équilibre et du développement soutenable des services financiers ruraux.

Un autre processus tout aussi important est la recherche de complémentarité entre les interventions : public-privé, national-local, services financiers ruraux et services de développement d'entreprise.

Parmi les instruments les plus courants qui garantissent la création et la mise en œuvre de politiques adéquates on distingue : les diagnostics sectoriels et la conception de propositions ; la création et l'application d'instruments de régulation spécifiques pour la valorisation et la qualification de portefeuilles agricoles et pastoraux ; la création de mécanismes de financement spécialisés ; et les instruments pour faciliter l'accès au financement (fonds de garantie), les instruments

2. Partiellement financé par le F3E (France), ce travail a été mené avec l'Institut de recherche et d'applications des méthodes de développement (Iram).

de gestion de risques de crédits et de risques naturels et d'insertion aux marchés.

Dans le secteur de la microfinance, un aspect déterminant pour les institutions financières et leurs clients est

« DES NORMES SPÉCIFIQUES À LA FINANCE RURALE DOIVENT ÊTRE ADOPTÉES, QUI RECONNAISSENT L'IMPORTANCE DU SECTEUR ET ADMETTENT LA PARTICIPATION DES PRODUCTEURS DANS LA PROPRIÉTÉ DES INSTITUTIONS »

l'adoption de normes et de réglementations spécifiques. Ces normes doivent reconnaître l'importance stratégique du secteur et admettre la participation des producteurs dans la propriété des institutions. Les normes de qualification et d'évaluation des portefeuilles agricoles doivent aussi comprendre des

mesures adéquates de garantie, et des ratios de prévision qui correspondent aux particularités des portefeuilles agricoles. L'expérience bolivienne du Système d'autorégulation des institutions financières de développement de Bolivie a été riche d'enseignements en matière de traitement de portefeuille agricole. Elle a notamment été à l'origine d'une norme spécifique de qualification et d'évaluation du portefeuille agricole.

Quels sont les résultats et impacts recherchés ? Les résultats et impacts recherchés sont multiples. Parmi ceux-ci, on trouve : l'autosuffisance alimentaire, la réduction de la pauvreté des habitants des zones rurales, des producteurs et des éleveurs, la durabilité des institutions financières et des services qui y sont liés, la crédibilité du système de services financiers ruraux. ■